

Pour la renaissance de la Côte d'Ivoire

FPI MAG

Bimensuel du FPI, N°005 du 1er au 15 mai 2025



F P I



Crise à la CEI :

LE FPI EXIGE LA DÉMISSION DE KUIBIERT ET SON ÉQUIPE

www.fpimag.online

- **Le RHDP ou la promesse de l'égalité sociale et des chances**

Arrivés au pouvoir sous fond de revanche liée au sort qui leur aurait été réservé durant de nombreuses décennies, les tenants des thèses de "La Charte du Nord", ont tenu la ferme promesse de créer les conditions d'une jouissance équitable des droits à chaque citoyen. Eux, les exclus d'autrefois, auraient vécu l'amère expérience de l'exclusion et du déni. L'unique opportunité qu'ils demandaient aux Ivoiriens, c'était de leur permettre de créer les conditions d'une gestion exemplaire qui fasse référence devant l'histoire. Du choix des hommes à la gestion, en passant par la consolidation de l'unité nationale, le RDR, mué en RHDP, a argué la ferme promesse de permettre à l'Ivoirien de connaître un nouvel ordre politique et social, meilleur. L'urgence d'une telle mission a obligé ses porteurs à enfreindre aux lois minimales qui consolidaient jusque-là, la cohésion sociale. Ils ont alors "porté le glaive à la mère patrie". Dans le sang, la division et la douleur ; puis, l'exil, ils ont assis leur pouvoir.

- **Le culte de la patrimonialisation du pouvoir**

L'unité nationale précaire qui existait a été mise à mal par "un appel au devoir", devenu assourdissant et non maîtrisable dans le sein des appelés et autres bénéficiaires du projet de "sauvetage collectif". Cette quête projetée à l'échelle de la société entière a été interceptée et apprivoisée entre de généreuses mains d'une seule communauté - durant quinze années - ; là où ils en réclamaient seulement cinq.

Des frères et sœurs, la progéniture, des amis etc., tous se sont abondamment servis dans les caisses publiques et continuent de jouir impunément d'avantages exorbitants au détriment du contribuable. La résultante s'appelle, clientélisme, corruption, paupérisation généralisée et dettes insurmontables.

- **De l'illisibilité politique à la chute programmée**

L'auto-récompense ou le "rattrapage ethnique" - au dire d'Ouattara -, l'opacité d'une gestion réservée aux seuls initiés de son camp, la perpétuation d'une violence d'État à la tête du pays, la gabegie rampante et structurelle qui caractérisent son pouvoir, en donnant une illisibilité idéologique. Les apories de la démocratie et de l'État de droit y trouvent leur déclinaison. Après quinze années de dictature sans frein ni partage, la chute prévisible de ce régime faisandé, offre le spectre d'une aventure inconnue et d'un risque à éviter. L'instrumentalisation de la CEI, la posture arrogante qu'il affiche face à la communauté internationale, l'indifférence qu'il oppose à ses adversaires politiques, sont les signes de l'affaiblissement et d'une chute dont les premiers halos commencent à cerner la fringance et la sève de la certitude qui la nourrit. C'est le chant du cygne - discours ou récitation d'adieu selon Socrate -, consécutif à toute dictature féroce !



Prof Kouassi Raphael,
Vice-président chargé de la Culture, des
Valeurs Ivoiriennes et du Gbêkê I

PROPOS LIMINAIRES

CONFÉRENCE DE PRESSE DU JEUDI 17 AVRIL 2025, RELATIVE A LA SITUATION DE LA COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

En termes de discours liminaire, je voudrais dire que le processus électoral devant conduire la Côte d'Ivoire, notre pays, à des élections pacifiques, transparentes, démocratiques et crédibles en octobre 2025, est en crise : crise de légitimité, crise de crédibilité, crise de confiance. Cette crise tridimensionnelle a été illustrée, la semaine dernière, par la décision du PPACI d'une part et celle du PDCI-RDA d'autre part de retirer leur confiance à la commission électorale indépendante.

Ces deux partis ont été suivis hier mercredi 16 avril 2025, par deux sorties. Celle du parti au pouvoir, dans le cadre de ses rendez-vous hebdomadaires avec la presse, et celle du président de la Commission électorale indépendante, dans une rencontre qu'il a organisée avec les hommes de Dieu.

La sortie du porte-parole du RHDP a été consacrée exclusivement à la situation qui prévaut à la CEI. Considérant d'une part que cette situation est une question d'une brûlante actualité qui parasite le débat politique, et d'autre part, parce que les adversaires politiques, je le cite : << veulent se servir de ce prétexte pour tenter de perturber le processus électoral en cours, et le cas échéant justifier leur probable refus d'aller à une élection qu'ils savent qu'ils n'ont aucune chance de remporter.>> Voilà donc ce qui a justifié la sortie du porte-parole du RHDP.

Au regard de l'enjeu de la question, le porte-parole du RHDP a mis à la disposition de la presse une abondante documentation sur l'histoire de la CEI. Ce que nous pouvons noter, c'est qu'il affirme que la CEI n'est ni l'œuvre, ni l'invention du pouvoir RHDP



Il affirme d'autre part que la CEI a connu plusieurs réformes depuis sa création, en lien avec l'évolution de la situation sociopolitique dans le pays. Et à ce niveau, il a fait référence aux réformes de 2014, de 2019 et de 2020. Je voudrais rappeler que la réforme de 2019 est celle qui guide à l'heure actuelle la composition de la CEI.

Il a tenu à souligner de deux traits, que « toutes ces réformes ont été opérées de façon consensuelle à l'issue de discussions entre toutes les parties prenantes ». Et pour conclure, le porte-parole du RHDP, je le cite encore une fois : « rassure que le processus électoral suivra son cours jusqu'à bon port, nonobstant les tentatives désespérées d'opposants déboussolés qui n'ont qu'un seul projet : faire déraiper le calendrier électoral dans le funeste but d'instaurer un régime de transition. » Là encore, conclut-il, « ils vont lamentablement déchanter. »

Quant au président de la CEI, il a tenu à rencontrer les hommes de Dieu, a appelé au secours les hommes de Dieu, a tenté de séduire les hommes de Dieu pour les rallier à sa cause et les utiliser dans son combat contre les partis politiques de l'opposition.



C'est une manœuvre détestable de tenter d'utiliser Dieu contre les adversaires politiques. Mais il sait qu'il peut distraire les hommes, mais il ne peut pas séduire Dieu par la malice. C'est une vaine entreprise. Le mensonge, la diabolisation des autres ne peut prospérer, parce que Dieu nous connaît tous, et Dieu sait les motivations qui guident l'opposition politique, qu'elles vont dans le sens du bien commun.

Parce que si aujourd'hui nous avons des avancées au plan démocratique, c'est principalement grâce à l'opposition politique. Si lui-même est aujourd'hui à la tête d'une institution comme la Commission électorale indépendante, c'est grâce au combat des hommes politiques. S'il y a une presse pluraliste, si nous pouvons dans une certaine mesure nous exprimer librement, c'est grâce au combat de l'opposition politique.

Ce que nous entreprenons aujourd'hui s'inscrit dans la mission que nous nous sommes donnés de contribuer à moderniser notre pays, à démocratiser notre pays et à lui donner les moyens d'une bonne gouvernance dans l'intérêt de nos compatriotes. Donc, la tentative du président de la CEI de jeter en pâture l'opposition politique ne peut prospérer.

Mais, tout ce que nous pouvons noter, c'est qu'il s'est engagé dans une voie de combat contre l'opposition politique.

Et, il est allé plus loin dans la volonté de manipulation des hommes politiques, en leur faisant croire que si eux ne sont pas à l'heure actuelle à la Commission électorale indépendante, c'est parce que les hommes politiques de l'opposition l'ont voulu. Et voilà ce qu'il affirme : « Qu'avez-vous fait de mal ? », parlant du fait que les hommes de Dieu ne sont plus à l'heure actuelle à la Commission électorale. Parce que pour lui, ils ont été exclus injustement, alors qu'ils avaient accompli un travail remarquable.

Il conclut en disant : « Ce qu'on vous a fait, c'est exactement ce qu'on veut me faire aujourd'hui, alors que je suis irréprochable, comme vous le fûtes ». Voilà la raison de cette présence avec les hommes de Dieu.

Le président de la Commission électorale indépendante est rentré dans une logique de diabolisation de l'opposition politique et de combat contre l'opposition politique. C'est donc dire que nous sommes des adversaires, nous ne sommes plus des partenaires. Cela veut dire qu'il n'est pas là pour servir l'intérêt de tous les partis politiques, mais il s'est mis dans une posture de destruction de l'opposition politique, de prolonger le combat du RHDP, de discréditer l'opposition politique dans l'opinion et de faire en sorte que cette opposition n'ait aucune chance d'accéder au pouvoir.



Face à cette posture, l'opposition politique doit en tirer les conséquences. Et nous, en tant que parti politique désireux de conquérir le pouvoir, nous ne pouvons plus composer avec le président de la CEI et la Commission électorale indépendante. Parce qu'il se garde bien d'évoquer les motifs de nos contradictions. Il se garde bien d'expliquer comment il se fait que 6 millions d'Ivoiriens, de personnes identifiées, l'ont été irrégulièrement. Il va invoquer le passé. Mais le passé est passé.

Si l'article 7 du Code électoral stipule que celui qui doit se faire enrôler sur la liste électorale doit remplir 13 critères, c'est bien pour que cela serve. Et si vous ne les remplissez pas, vous êtes en infraction. Comment peut-il expliquer les multiples doublons, plus de 200 000 personnes qui sont en doublon sur la liste électorale ? Comment peut-il expliquer que des personnes enrôlées sont nées avant leurs géniteurs ? Ce sont ces incongruités qui sont à la base de nos revendications.

Et c'est pour ces incongruités que nous considérons que la CEI actuelle dirigée par M. Kuibiert a échoué. Et qu'en conséquence, M. Kuibiert et l'ensemble des membres de la Commission électorale indépendante doivent en tirer les conséquences et démissionner pour qu'une nouvelle Commission électorale indépendante soit mise en place.

Nous allons nous donner tous les moyens démocratiques pour qu'une nouvelle Commission électorale soit mise en place. Parce que celle-là a perdu totalement notre confiance. Celle-là s'est engagée dans une bataille contre l'opposition politique.

Or, nous, partis politiques, nous sommes une institution permanente. Les présidents de commissions passent, mais les partis restent. M. Kuibiert n'est pas le premier président de la Commission électorale indépendante.



Avant lui, il y a eu d'autres. Certains nous ont quittés. Le doyen Camille Hoguié, notre frère Honoré Guié, qui, lui, est toujours avec nous et Youssouf Bakayoko.

C'est donc dire que si l'Etat de Côte d'Ivoire a à choisir entre un président de Commission électorale indépendante et un parti politique, je ne vois pas comment on va faire le choix au profit du président de la Commission. Nous sommes là. C'est lui qui passe. Il a montré qu'il n'est plus au service de cette cause. Il a montré qu'il ne peut plus assumer cette fonction dans l'intérêt de tout le monde.

Il doit dégager. Et avec lui, l'ensemble des membres de son équipe, parce que cette équipe a fait la preuve de son incompétence. Cette équipe a fait la preuve qu'elle ne peut pas organiser des élections transparentes et crédibles.

Le Front populaire ivoirien demande leur démission pure et simple et va se donner les moyens pour obtenir cette démission.

Je vous remercie

Pascal AFFI N'GUESAN,
Président du Front Populaire Ivoirien

CRISE À LA CEI : LE FPI EXIGE LA DÉMISSION DE M. KUIBIERT ET DE TOUTE SON ÉQUIPE

Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi 17 avril 2025, au siège du Front populaire ivoirien (FPI) aux 2 Plateaux-Vallons, le président du Front populaire ivoirien (FPI), Pascal Affi N'Guessan, a dénoncé la crise profonde qui affecte actuellement la Commission électorale indépendante (CEI) en Côte d'Ivoire, à six mois de l'élection présidentielle d'octobre 2025.

Une crise de légitimité et de confiance

Le président du FPI a qualifié la situation de la CEI de « crise tridimensionnelle » touchant à la légitimité, la crédibilité et la confiance. Cette crise a été illustrée par le retrait de confiance du PPA-CI et du PDCI-RDA à l'égard de la CEI, suivi par des prises de position du parti au pouvoir, le RHDP, et du président de la CEI lui-même. Selon le président Affi N'Guessan, ces réactions visent à justifier un processus électoral biaisé et à discréditer l'opposition politique.

Critiques à l'encontre du président de la CEI

Le président du FPI a vivement critiqué la démarche du président de la CEI, M. Kuibiert, qui a récemment rencontré des représentants religieux dans une tentative de rallier les hommes de Dieu à sa cause contre l'opposition. Cette manœuvre a été qualifiée de « détestable » et « vaine », car « Dieu sait les motivations qui guident l'opposition politique, qu'elles vont dans le sens du bien commun ». Le président Affi a rappelé que les avancées démocratiques en Côte d'Ivoire sont largement dues au combat de l'opposition politique.

Revendications du FPI

Le FPI dénonce notamment des irrégularités majeures dans le processus d'enrôlement électoral, avec plus de 6 millions de personnes identifiées de manière irrégulière, des doublons et des incohérences dans les listes électorales

Ces faits, selon le président du FPI, démontrent l'échec de la CEI actuelle. Il a ainsi exigé la démission immédiate de M. Kuibiert et de l'ensemble des membres de la commission, estimant qu'ils ont perdu la confiance des partis politiques et sont incapables d'organiser des élections transparentes et crédibles.

Un appel à l'action démocratique

Le FPI se dit prêt à utiliser tous les moyens démocratiques pour obtenir la mise en place d'une nouvelle CEI, insistant sur le fait que les partis politiques sont des institutions permanentes, contrairement aux présidents de commission qui se succèdent. M. Affi N'Guessan conclut que la priorité doit être donnée à l'intérêt général et à la démocratie, et non à la pérennisation d'une équipe jugée partielle et incompétente.

Cette déclaration intervient dans un contexte politique tendu, où la crédibilité du processus électoral est vivement contestée par l'opposition, mettant en lumière les défis majeurs à relever pour garantir des élections transparentes en Côte d'Ivoire.

SGA Eddie Ané



Maintenant qu'on a la preuve que la CEI elle-même reconnaît que la liste électorale a été frauduleusement manipulée, il n'y a plus de débat sur la nécessité d'un audit

La liste électorale ayant subi une manipulation frauduleuse, n'est plus intègre, donc n'est plus fiable. À quel degré a-t-elle été manipulée et contaminée? Seul un audit indépendant peut nous situer et ensuite des recommandations seront faites et des actions seront entreprises pour rectifier, corriger, nettoyer cette liste au mieux qu'on peut avant d'aller à l'élection présidentielle.

On ne peut pas avoir une liste qui d'après l'organe électoral, a subi une manipulation frauduleuse et ne rien dire, ne rien faire! Cela est impossible. Il faut NÉCESSAIREMENT faire un état des lieux, voir à quel niveau la liste a été tronquée et remettre de l'ordre. Il y a eu un acte criminel, on ne peut pas faire comme si de rien n'était. On ne peut pas négliger cela.



Au début, quand le FPI a fait son analyse autopsie de la liste électorale et que nous avons dit qu'il y a beaucoup d'anomalies, des gens n'y ont pas cru. Notamment, les plus grosses anomalies sont

- 6 millions d'inscrits irréguliers au vu de l'article 7 ;
- 200 mille électeurs qui ont été transbordés dans les départements de Tiassalé, Agboville et Sikensi et plusieurs autres disséminés un peu partout sur le territoire dans une transhumance illégale ;

- 200 mille doublons dans les départements de Tiassalé, Agboville et Sikensi,
- Des mères et pères avec plus de 500 enfants.

Nous avons exposé ces grosses anomalies avec preuves à l'appui, la preuve étant justement la liste électorale elle-même !

Nous avons saisi la CEI centrale et les CEI Locales pour déposer des réclamations mais elles ont toutes été rejetées par la CEI au motif qu'on devait déposer des réclamations INDIVIDUELLES, pour chaque cas, dans son lieu de vote, avec les documents administratifs de la personne dans chaque cas, ou bien avec l'individu lui-même comme preuve. Ridicule tout simplement.

Mais nous n'avons pas abandonné le combat. Fort heureusement, la CEI elle-même nous donne les arguments de sa forfaiture et les preuves de son incompétence ou complicité ou culpabilité.



D'abord, c'est le président de la CEI himself qui tente d'expliquer devant les religieux qu'il a été informé de cas de personnes qui utilisent un même extrait de naissance pour faire de multiples inscriptions sur la liste électorale. Curieusement, il n'a rien fait pour empêcher cette fraude, mais il demande qu'on ferme les yeux et qu'on laisse faire parce que cela n'est pas nouveau. On se demande si une telle réponse n'est pas un aveu de complicité!



Après lui, on a écouté un autre porte-parole de la CEI dire ouvertement que la liste électorale a effectivement été manipulée frauduleusement, et que la CEI a même saisi le procureur pour diligenter une enquête judiciaire.

Au vu de cet aveu cinglant, il n'y a plus de place à la négation, on est tous d'accord que la liste électorale a été manipulée frauduleusement. Cela devrait donc nous emmener tous vers la seule conclusion raisonnable et intellectuellement correcte, celle de demander un audit pour voir l'étendue du problème. Nous appelons à cet audit de toutes nos forces. Nous disons que notre analyse qui a permis de relever toutes ces anomalies a mis le doigt sur le problème et qu'on ne voit que la face visible de l'iceberg.

On ne peut pas aller à une élection avec une liste électorale que la CEI elle-même dénonce.

Apollos Dan Thé

SITUATION POLITIQUE

LA CAP-CI REJOINT LA POSITON DU FPI

DÉCLARATION DE LA COALITION POUR L'ALTERNANCE PACIFIQUE EN CÔTE D'IVOIRE (CAP-COTE D'IVOIRE) RELATIVE AU RETRAIT DU NOM DU PRÉSIDENT DU PDCI RDA TIDJANE THIAM DE LA LISTE ÉLECTORALE

Dans sa déclaration du 3 avril 2025, la CAP-Côte d'Ivoire s'était opposée fermement à toute tentative d'éliminer le Ministre Tidjane Thiam, Président du PDCI RDA et Coordonnateur de la Conférence des Présidents de la CAP-Côte d'Ivoire de la liste électorale sur laquelle il figure aujourd'hui.

En effet, pendant plusieurs mois, on a assisté à des attaques en règles, dirigées contre le Président Tidjane Thiam, Président du PDCI-RDA; notamment sur sa légitimité à être Président de son Parti et partant, sur sa capacité à représenter le PDCI-RDA à l'élection présidentielle d'octobre 2025.

L'idée première de faire croire que le Président Tidjane Thiam n'était pas ivoirien ayant échoué, les mains obscures derrière ce plan se sont rabattues sur le problème de naturalisation. Le but cynique ici était d'essayer de s'appuyer sur des dispositions de la loi pour exclure le Président Tidjane Thiam qui vient d'être plébiscité à 99.50% par son Parti pour la compétition électorale d'octobre 2025.

Après avoir exclu par des artifices juridiques de la liste électorale, les Présidents Laurent Gbagbo, Soro Kigbafori Guillaume, et le Ministre Charles Blé Goudé, le régime au pouvoir instrumentalise à nouveau la justice pour faire barrage à la candidature du Président Tidjane THIAM en le radiant de la liste provisoire et de facto du processus électoral.



La CAP-COTE D'IVOIRE dénonce ces dérives autoritaires dont le but ultime est d'éliminer des candidats en capacité de battre le candidat du pouvoir quel qu'il soit.

Malgré les déclarations, les communiqués de presse et les débats sur les multiples problèmes du processus électoral, notamment sur les incongruités de la liste provisoire et les insuffisances de la CEI, le pouvoir s'apprête aujourd'hui, à travers l'exclusion du Président Tidjane Thiam à faire un passage en force pour organiser des élections avec des adversaires choisis en vue de se déclarer vainqueur au premier tour de l'élection présidentielle, au soir du 25 octobre 2025.

Une telle stratégie consacre un important recul de la démocratie, dans notre pays, la Côte d'Ivoire. La CAP-Côte d'Ivoire dénonce avec énergie cette situation ainsi que la mainmise du gouvernement sur le processus électoral toute chose qui met à mal la cohésion et la paix dans notre pays.

La CAP-Côte d'Ivoire exige :

- 1. Le maintien sans condition et sans délai du Président Tidjane Thiam, Président du PDCI-RDA, Coordonnateur de la Conférence des Présidents de la CAP-Côte d'Ivoire sur la liste électorale ; sa radiation étant une décision juridico-politique inique;
- 2. L'ouverture urgente du dialogue politique avec toutes les parties prenantes aux élections ;
- 3. La dissolution de la CEI actuelle et la mise en place d'un nouvel organe pour l'organisation des élections ;
- 4. L'audit de la liste électorale;
- 5. L'organisation d'une Révision de la Liste Electorale en 2025, avant les échéances électorales, conformément aux dispositions légales en vigueur ;
- 6. La réinscription sur la liste électorale des Présidents Laurent Gbagbo, du Premier Ministre Soro Kigbafori Guillaume et du Ministre Charles Blé Goudé
- 7. L'instauration d'un climat apaisé pouvant favoriser des élections crédibles, transparentes, équitables et sans violences d'aucune sorte.

La CAP Côte d'Ivoire lance un appel à l'ensemble des militantes et militants de leur Partis respectifs, aux forces vives de la nation épris de paix de se mobiliser en vue de préserver les acquis démocratiques.

Fait à Abidjan, le 23 Avril 2025

Pour la CAP-Côte d'Ivoire
Dr Simone Ehivet Gbagbo,
Porte-parole de la CAP-Côte d'Ivoire



CI/Processus électoral : La CAP-CI échange avec le représentant spécial de l'ONU

La CAP-CI a reçu ce vendredi 18 avril 2025, au siège du MGC sis à Cocody Riviera-Golf, M. Leonardo Santos Simão, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dans le cadre d'une rencontre axée sur la préparation de l'élection présidentielle d'octobre 2025.

À l'issue des échanges, la porte-parole de la CAP-CI, Simone Ehivet Gbagbo, a souligné l'importance de cette audience et ajouté que le représentant onusien « *s'est engagé à examiner attentivement leurs préoccupations et à accompagner la Côte d'Ivoire dans ce processus.* »

De son côté, M. Santos Simão a qualifié sa visite de « *mission normale* » dans un pays en pleine préparation électorale. Il a rappelé que « *la solution des problèmes réside dans la classe politique ivoirienne* », tout en affirmant que le rôle des Nations Unies est d'encourager le dialogue entre les acteurs pour garantir des élections pacifiques.

La réunion conduite par Simone Ehivet Gbagbo, présidente du MGC, a réuni plusieurs membres éminents de la coalition dont Pascal Affi N'Guessan, Président du FPI, Georges Philippe Ezaley, Vice-président du PDCI-RDA, Saraka Patrice, Secrétaire Général du COJEP, ainsi que Danièle Boni-Claverie, Présidente de l'URD.

Le régime d'Alassane Ouattara, hissé au pouvoir avec le soutien actif de l'ONU, est aujourd'hui confronté à un bilan amer, et menaçant pour la stabilité régionale.

Dès son accession au pouvoir, le «*champion de la paix*» s'est mué en architecte de la division, instaurant un régime autoritaire marqué par la répression, l'injustice, les emprisonnements arbitraires et l'exclusion systématique de ses opposants politiques.

Ironie du sort, les pays frontaliers comme le Burkina Faso et le Mali, qui avaient soutenu l'ascension de Ouattara, sont désormais ses pires adversaires diplomatiques, et membres d'une nouvelle alliance stratégique : l'AES (Alliance des États du Sahel).

Le retour de l'ONU en Côte d'Ivoire soulève une question troublante : veut-elle enfin reconnaître ses erreurs ? Ou cherche-t-elle seulement à sauver les apparences face à une Russie de plus en plus influente sur la scène africaine, et à un rejet croissant de l'ordre occidental perçu comme hypocrite ?

UN BILAN QUE L'ONU NE PEUT PLUS IGNORER

- 2011 : Prise de pouvoir dans le chaos avec des milliers de morts.
- 2011-2025 : Aucun processus de réconciliation véritable, justice à double vitesse.
- Une société civile muselée, des médias sous contrôle, des opposants emprisonnés ou exilés.
- Des tensions communautaires exacerbées, un tissu social fragile.

Un pouvoir militaire omniprésent, héritier direct de la rébellion.



L'ONU a-t-elle sciemment laissé les rebelles transformer la Côte d'Ivoire en terrain d'expérimentation autoritaire ?

ENTRE RUSSIE, AES ET POPULISME : L'OCCIDENT EN DÉROUTE

Avec l'émergence du bloc Russie-AES, l'Afrique de l'Ouest bascule lentement hors de la sphère d'influence occidentale, laissant l'ONU sans levier crédible ni légitimité solide. Et pourtant, la Côte d'Ivoire reste un pays stratégique, dont l'effondrement serait un séisme géopolitique pour toute la région.

Face à ce défi, l'ONU n'a plus droit à l'erreur. Elle doit choisir :

- ✓ Exiger un changement de régime pacifique et inclusif ;
- ✓ Soutenir les vraies forces démocratiques ivoiriennes ;
- ✓ Repenser sa stratégie, loin des deals opaques avec des régimes répressifs.

@Yvannmurphy
universelmedias

Alternance politique

AFFI, L'IDEALE COURROIE DE TRANSMISSION

L'une des techniques que nous enseignons à nos élèves dans la rédaction de leurs dissertations, c'est la phrase de transition.

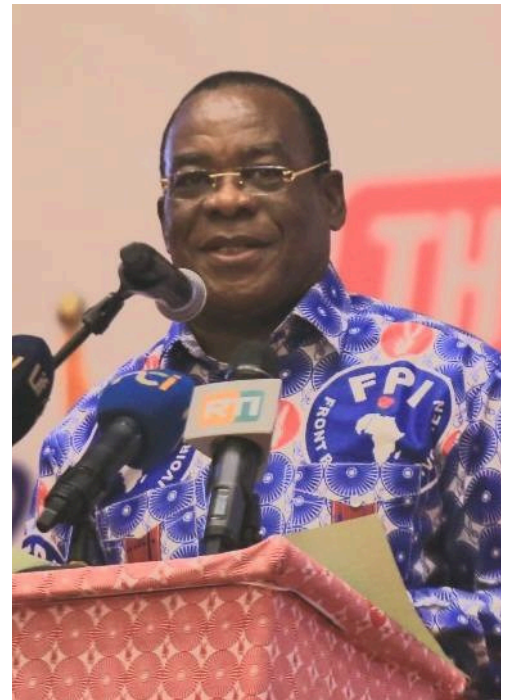
Elle a un rôle capital qui consiste à assurer une fluidité, une cohérence entre deux paragraphes pour qu'il n'y ait pas de cassure quand on passe d'une idée à une autre. Elle annonce en douceur le passage à une autre séquence. Elle rend donc le texte fluide, structuré et agréable à lire. C'est exactement la même chose dans notre vie en société.

Il est toujours dangereux de passer d'une étape à une autre sans une phase transitoire. C'est cette période qui permet d'amortir le choc du changement et prépare les esprits à tirer un trait en douceur sur le passé et à amorcer une nouvelle dynamique vers le futur. Dans nos sociétés initiatiques, on ne passe pas brutalement d'une classe à une autre. Il y a toujours une étape transitoire.

La politique ne déroge pas à la règle.

Dans la situation actuelle que connaît la Côte d'Ivoire, le président Pascal Affi N'guessan apparaît comme le mieux placé pour assurer un passage de pouvoir entre deux générations : celle des anciens auprès desquels il a beaucoup appris (Houphouët, Bédié, Gbagbo, Alassane) et la nouvelle génération qui piaffe déjà d'impatience de prendre le pouvoir et dont les précurseurs sont Blé Goudé, Assalé Tiemoko, Soro. À cheval entre ces deux générations, il est mieux placé que quiconque pour favoriser un passage de pouvoir sans trop de risques.

Sa relative jeunesse, sa parfaite maîtrise de toutes les arcanes de la politique tant au plan national qu'international mais surtout sa très grande capacité de résilience sont des atouts majeurs pour prendre le témoin des mains des anciens et le remettre plus tard à la jeune génération, exactement comme dans une course de relais. Avec lui, on fermera le cycle des anciens avec son lot de crises et on ouvrira une nouvelle page vers un avenir plein d'espérance pour notre pays. J'y crois fermement.



OPERATION JFPI DEBOUT

LE GRAND BOUM DE LA JFPI À KORHOGO !

Après 25 années de silence dans le Nord, la Jeunesse du Front Populaire Ivoirien (JFPI), conduite par moi, AFFELE DAGO Paul, signe un retour historique, porté par l'audace et la conviction.



La JFPI démontre ainsi qu'elle est bel et bien de retour, plus déterminée que jamais à jouer son rôle de force motrice d'une démocratie dynamique et novatrice.

Le Nord se réveille, la jeunesse s'élève, et le FPI avance !

Le 19 avril 2025 marque une date symbolique : celle de la première Assemblée Générale de la JFPI à Korhogo.

Sous l'impulsion du président de la jeunesse, AFFELE Paul, la JFPI a porté un message fort de paix, de réconciliation et d'engagement politique. Ce pari audacieux a permis de rallumer la flamme militante dans une région longtemps restée en marge des dynamiques jeunes du parti.



LE FPI EST SUR LE TERRAIN

LE SGA STIVE KOUA MOBILISE M'BATTO POUR LA CANDIDATURE D'AFFI N'GUESSAN

Dans une ambiance empreinte de ferveur militante, la délégation du Front Populaire Ivoirien (FPI), conduite par le Vice-président Diby Kokora, a été chaleureusement accueillie ce 19 avril 2025 dans les villages d'Ahounan, Akpibo et N'gramassabo, situés dans la commune de M'Batto, région du Moronou.



Cette tournée s'inscrit dans le cadre d'une série de visites de remerciement et de mobilisation initiées par le Secrétaire général adjoint du parti, Stive Koua. Partout où il est passé, le SGA a adressé un message de reconnaissance aux populations pour le soutien apporté lors des élections municipales de 2023 : *« Je suis venu vous dire merci pour le soutien indéfectible que vous m'avez témoigné. Certes, la victoire n'a pas été de notre côté, mais je reste convaincu que la prochaine fois sera la bonne. Je ne perds pas espoir et je compte sur vous pour la suite. L'année 2025 est cruciale, car elle est électorale. Un grand challenge nous attend, et je sais pouvoir compter sur vous »*, a-t-il déclaré sous les acclamations.



« LE MORONOU A UN CANDIDAT : LE PRÉSIDENT PASCAL AFFI N'GUESSAN C'EST UN DÉFI QUE NOUS DEVONS RELEVER ENSEMBLE. FAISONS EN SORTE QU'IL RECUEILLE LA MAJORITÉ DES VOIX À

Prenant à son tour la parole, le Vice-président chargé du conseil politique régional du Moronou, Diby Kokora, a salué l'engagement de toute la population et lui a annoncé officiellement la candidature de Pascal Affi N'Guessan à l'élection présidentielle d'octobre 2025.

La population, visiblement heureuse d'échanger avec la délégation, a exprimé sa reconnaissance envers le président du FPI. Plusieurs habitants ont rappelé les actions concrètes menées lorsqu'il était à la tête du Conseil régional, notamment la construction de centres de santé intégrée à Ahounan et N'gramassabo.



La délégation, composée du VP Diby Kokora, du SGA Stive Koua, du Secrétaire national Abo Constant et du fédéral Moro Thomas, a également profité de l'occasion pour sensibiliser les militants sur l'importance de l'opération « Marée Bleue », visant à renforcer la présence du FPI sur le terrain.



C'est aux alentours de 18h30, dans une ambiance conviviale et pleine d'espoir, que cette étape de la tournée s'est achevée dans le village d'Akpibo.

Alain Aye

LE CPR DU GOH MOBILISE SES TROUPES À OUMÉ POUR RELEVER LES DÉFIS DE 2025

Le Conseil Politique Régional (CPR) du Goh a tenu sa première réunion de l'année ce dimanche 13 avril 2023 à Oumé, sous la présidence du Vice-président Liby Guillaume.

Ce rassemblement stratégique a permis de faire le point sur les opérations en cours et de préparer les militants aux échéances politiques à venir, notamment la présidentielle d'octobre prochain.

Un état des lieux détaillé

Les Secrétaires Nationaux chargés des fédérations ont présenté un bilan exhaustif de la vie du parti dans les différents départements.

À Oumé, les sections et fédérations sont en place, mais certaines zones, comme Kouamefla et Doka, manquent encore de comités de base.

Même son de cloche pour les fédérations de gagnoa sous-prefecture qui est pourvu à près de 60% de ses sections.

À Guibéroua, les fédérations affichent des résultats encourageants, avec plusieurs sections pleinement opérationnelles. Cependant, à Ouragahio, les 24 sections existantes ne fonctionnent pas encore, en raison d'une cérémonie de passation de charge toujours attendue.



Des enjeux cruciaux pour le parti

Le Vice-président Liby Guillaume a insisté sur l'urgence de finaliser les opérations "N'zrama" et "Marée Bleue", essentielles pour mobiliser les militants et garantir le succès du parrainage citoyen du président du parti. Il a exhorté les responsables politiques à redoubler d'efforts pour atteindre ces objectifs stratégiques.



Optimisme et mobilisation

Le Secrétaire Général Adjoint (SGA) Arsène Dédi, qui dirigeait les débats, s'est montré confiant quant à la victoire du président Affi à la prochaine présidentielle. Il a toutefois rappelé l'importance pour chaque responsable, des SGA aux comités de base, de s'investir pleinement dans leurs missions. Il a également souligné la nécessité pour les militants de s'acquitter des cotisations et de payer leurs cartes de membres, afin de garantir le financement des activités locales.





Prochaines étapes

Pour accélérer la mise en œuvre des initiatives, le Vice-président de la Région a demandé aux Secrétaires Généraux Adjointes, en collaboration avec les Secrétaires Nationaux, de soumettre un programme de tournée avant le 20 avril 2025. Ce programme devra permettre de finaliser les opérations en cours et de renforcer la mobilisation sur le terrain.



Une annonce notable

Lors de la réunion, il a été annoncé que le Vice-président du Goh assumera désormais les fonctions de Directeur Général du journal Notre Voie, une nouvelle qui a été accueillie avec enthousiasme par les participants.



La rencontre s'est conclue dans une ambiance conviviale, marquée par un moment de partage offert par le Vice-président. Ce premier rassemblement de l'année a posé les bases d'une mobilisation renforcée pour relever les défis politiques et organisationnels de 2025.

UNE DÉLÉGATION FPI À M'BÉRIÉ POUR L'INVESTITURE DE LA NOUVELLE PRÉSIDENTE D'AROROGBO OYE

Ce samedi 19 avril 2025 restera gravé dans la mémoire collective de M'Bérié, paisible village de la sous-préfecture de Grand Morié, dans le département d'Agboville.

Sous un soleil radieux, la localité a vibré au rythme des chants et danses traditionnelles à l'occasion de l'investiture de Mme Lolo Achi N'Guessan Angeline, nouvelle présidente élue de l'Association Arôrôgbo Oyé.

Pour cet événement d'envergure, c'est le Professeur N'Guessan Rémi, vice-président du Front populaire ivoirien (FPI), qui a accepté d'endosser le rôle de parrain. Une marque de considération qui n'est pas passée inaperçue auprès des habitantes de M'Bérié.



Le parrain était accompagné d'une délégation de choix, menée par Mme Paule Ginette Sopou épouse Séka, présidente de l'Organisation des femmes du Front populaire ivoirien (OFFPI). À ses côtés, plusieurs membres de son bureau avaient fait le déplacement : la Secrétaire générale adjointe Koné Bintou, les Secrétaires nationales Dowo Thérèse et Latiépo Victorine, ainsi que la fédérale Assoma, également présidente des femmes de Guessigué. Le Secrétaire national Ekissi Yapi, cheville ouvrière de cette manifestation, n'a ménagé aucun effort pour en assurer la réussite.



C'est avec émotion que la nouvelle présidente, Mme Lolo Achi N'Guessan Angeline, a pris la parole pour s'adresser à l'assemblée et à ses membres : *« Braves femmes et hommes d'Arôrôgbo Oyé, je vous dis merci pour la confiance que vous avez placée en ma simple personne en me mettant à la tête de notre association... comme nous savons si bien le faire tant dans le bonheur et dans le malheur : soyons toujours solidaires, unis et cultivons la paix. »*

Pragmatique, elle n'a pas manqué de soumettre quelques doléances au parrain : *« Monsieur le parrain, nous voulons au moins deux bâches pour nos cérémonies, des chaises, une machine décortiqueuse de manioc pour la préparation de l'attiéké. »*

Elle a conclu son intervention par des remerciements appuyés : *« Monsieur le parrain, nous vous disons un grand merci, que l'Éternel Dieu décharge toutes les grâces de bénédictions et de promotion sur vous. Chères autorités, chères populations, chers frères et sœurs, nous vous disons merci. Merci et encore merci pour votre soutien et votre présence remarquée à cette cérémonie. Que Dieu vous bénisse ! Que Dieu bénisse toutes les associations et que Dieu bénisse Arôrôgbo Oyé ! Je vous remercie. »*

Dans son discours, le Professeur N'Guessan Rémi a insisté sur l'importance des regroupements associatifs comme vecteurs de développement local.

Le vice-président du FPI a profité de cette tribune pour dévoiler un pan du projet de société de son parti : l'autonomisation des femmes comme levier pour assurer leur épanouissement. S'adressant à la nouvelle présidente, il a particulièrement mis l'accent sur la nécessité d'une gestion collégiale « *dans un esprit de camaraderie vraie, d'abnégation et surtout de respect de la chose d'autrui* ».

A la suite du parrain, Mme Paule Ginette Sopou épouse Séka s'est adressée à l'assistance dans un discours empreint de sagesse et d'humanité. La présidente de l'OFFPI a défendu avec conviction la place des femmes dans la société : « *C'est pour dire que nous les femmes, nous pouvons aussi faire ce que les hommes font. Il suffit de nous engager, oser et Dieu fera le reste. Dans la Bible, c'est écrit que Dieu a pris la côte de l'homme pour créer la femme. C'est pour ça que nous demandons toujours aux hommes de nous donner la place que Dieu a réservée auprès d'eux.* »



Elle a clarifié le sens de ce combat : « *Ce n'est pas pour prendre la place d'un homme. Si tu es née femme, tu resteras femme jusqu'au dernier jour. Mais seulement, nous réclamons ce que Dieu a prévu pour nous à côté des hommes. C'est tout.* »

Rebondissant sur le discours de la nouvelle présidente, Mme Séka a particulièrement insisté sur la notion de paix : « *Aujourd'hui, dans le discours de la Présidente, elle a parlé de la paix. Je voudrais revenir sur le mot : la paix. C'est ce qui doit être votre quotidien dans ce village. Dans votre association, chacun des hommes ou chacune des femmes a son parti politique. Ne laissez pas la politique vous diviser.* »



Elle a exhorté les membres à dépasser les clivages politiques : « *Lorsqu'on crée une association, c'est pour le développement du village. Il ne faudrait pas que la politique y rentre pour vous diviser. Par contre, ce n'est pas parce que ta camarade qui est dans la même association que toi est allée faire la campagne de son parti que tu vas considérer celle-là comme ton ennemie. Le jour des élections, vous devenez des adversaires mais après les élections, votre bien commun c'est le village.* »

Avant de conclure, Mme Séka a rappelé le rôle primordial des femmes comme conseillères et gardiennes de la paix : « *Le titre que j'ai, c'est-à-dire la mère de l'humanité, à savoir que c'est grâce à moi que le monde existe. Si c'est grâce à moi que le monde existe, mon rôle c'est de donner conseils à la maison. Quand les chefs s'en vont faire des réunions et quand c'est dur ils disent : 'la nuit porte conseils, on va aller réfléchir'. Mais à la vérité, ils disent cela en vue d'aller prendre conseils auprès de la femme.* »

Son message final était un appel vibrant à la cohésion : « *Toutes les femmes des associations qui sont ici, allez-y dans vos maisons, soyez les conseillères pour ne pas que la division rentre parmi vous. Mettez-vous ensemble, parlez autour vous de la paix.* »

Après les discours, place aux réjouissances avec des dons qui ont fait la joie des membres de l'association et un moment de convivialité partagé autour de délicieux mets locaux.

C'est aux alentours de 17h30 que la délégation a pris congé de ses hôtes, laissant derrière elle le souvenir d'une journée mémorable, symbole d'une solidarité féminine au service du développement local.